DE L'EAU POUR GAZA Par Loïc Fauchon

Depuis deux ans, le Proche-Orient s'est embrasé.

Le propos ici n'est pas de porter un jugement sur les causes et les effets de ce drame. Le moment viendra d'un apaisement où la raison l'emportera sur toutes les formes de violence.

Doit venir maintenant le moment où les services essentiels — énergie, santé, nourriture, éducation — sont à restaurer.

Aujourd'hui, l'eau manque à Gaza, gravement. Elément de vie, de dignité et d'équité, elle devra être rétablie sous le contrôle et avec l'engagement technique et financier de la communauté internationale.

Des transferts ont été coupés, des stations détruites, les réseaux pulvérisés. La tâche est immense, comme elle le sera pour l'approvisionnement en énergie et la remise en état du réseau électrique.

Pour l'eau, la situation ne pourra se rétablir qu'en plusieurs temps.

Le premier temps est celui de l'urgence absolue. Sécuriser un premier niveau de ressources depuis plusieurs pays voisins, remettre en service au moins une station de dessalement, déployer des canalisations aériennes provisoires, créer plusieurs centaines de bornes-fontaines, desservir en priorité hôpitaux et centres sanitaires, pour l'hygiène et la santé.

C'est le temps du court terme et de la mobilisation humanitaire massive.

Le second temps est celui de la réparation en profondeur.

Rebâtir les réservoirs, enterrer les réseaux, purifier l'eau, réhabiliter l'assainissement, épurer efficacement pour desservir les équipements publics et lieux d'éducation, installer localement des solutions de réutilisation des eaux usées afin de relancer l'agriculture pastorale et recréer des noyaux d'habitation. En utilisant dès à présent des techniques modernes, robustes mais innovantes, adaptées à la lutte contre l'aridité.

C'est le temps du moyen terme, de l'ingénierie et des travaux de première nécessité

Le troisième temps sera celui de la véritable sécurisation. Pas seulement locale pour Gaza et la Cisjordanie, mais régionale. C'est le temps des grands travaux mis en œuvre avec les pays voisins : grands transferts, dessalement, réutilisation des eaux usées, amener l'eau à l'agriculture, au commerce et à l'industrie, et avant tout aux villes et villages.

Grand dessein que de faire disparaître la soif et les maladies hydriques ; œuvre immense que d'abreuver territoires et populations privées du droit fondamental à l'eau, à la dignité, à la vie.

Par ma voix, le Conseil mondial de l'eau lance bien plus qu'un appel. Il engage à décréter la mobilisation. Sans restriction, sans a priori, tournée vers le futur, et seulement préoccupée par l'accès à une eau synonyme de paix, de développement et de prospérité.

NB: le Conseil Mondial de l'Eau est une organisation internationale, comprenant 60 gouvernements et 260 membres, banques de développement, O.N.G., entreprises, universités, de + de 70 pays.